

Un jésuite contre les lobbys financiers

Auteur d'« *Illusion financière* », l'économiste Gaël Giraud, très critique sur la puissance de ces groupes de pression, estime que le débat en Europe est verrouillé par les élites.

Entretien

Quel regard portez-vous sur la poussée de l'extrême droite aux élections européennes ?

Je ne crois pas à une adhésion profonde des Européens à une extrême droite violente et xénophobe. Ce terreau culturel ne concerne qu'une minorité. Les classes moyennes et populaires européennes souffrent et, pour elles, ni l'Europe, ni la zone euro, ne sont des *success stories*. La bulle financière de 2007, en explosant, a révélé, une fois de plus, l'instabilité fondamentale d'une économie construite sur des marchés financiers dérégulés.

Que disent ces classes moyennes et populaires, par leur vote ?

Elles cherchent une offre politique qui remette au pas la finance, qui réforme l'Europe et qui propose un projet politique alternatif. Malheureusement, les partis classiques de gouvernement ont démissionné sur ces trois chantiers. Pas l'extrême droite.

Vous jugez que le débat sur l'Europe est verrouillé...

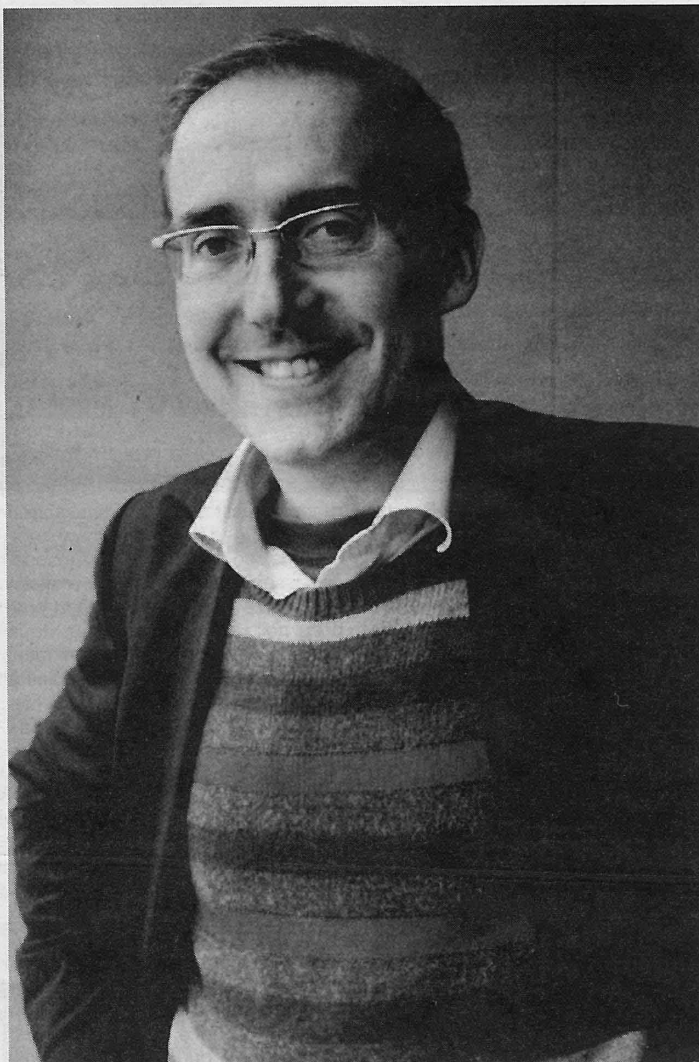
Les partis de gouvernement se sont coalisés pour dire : « *Les institutions européennes, on n'y touchera pas* ». C'est tabou de parler – même pas d'une sortie – mais d'une réforme de l'euro. Le Front national s'est saisi du sujet de la sortie de l'euro et cela a conduit à paralyser le débat public : « *Soit vous êtes démocrates et pour l'euro ; soit vous êtes pour le Front national, pour la sortie de l'euro et vous n'êtes pas démocrates* ». Il est devenu très difficile de faire valoir qu'on peut être démocrate, pro-européen tout en voulant réformer l'euro.

D'où vient ce tabou ?

Il y a une forme d'autisme des élites européennes, lié à un clivage culturel, éducatif. En Europe de l'Ouest, aujourd'hui, 30 % de la population a un niveau bac général ou plus. Une telle élite de masse est une première dans notre histoire. Ces « éduqués supérieurs » vivent entre eux, dans une endogamie sociale. Alors que, dans la génération précédente, vous aviez forcément un cousin Albert ou une cousine Gertrude, le dimanche midi à table, qui n'avait pas fait d'études et avec qui vous étiez obligés de parler. Aujourd'hui, ce n'est presque plus le cas.

Cette élite de masse croit en l'euro et en la mondialisation...

Ces éduqués supérieurs, qui n'ont pas tellement souffert ces vingt dernières années, se laissent en tout cas facilement persuader de cela par les voix autorisées de la sphère financière. Or ils cumulent tous les pouvoirs : politique, économique, financier et médiatique. Et médias et politiques de gouvernement ont tendance à ne s'adresser qu'à eux. Alors que les deux autres tiers se sentent eux,



Carole Lozano

Pour Gaël Giraud, il faut absolument changer de mode de vie.

bien plus écrasés par l'euro et la mondialisation. L'élite ne comprend pas leur réaction, ne comprend pas qu'ils ne croient plus au projet européen et les perçoit comme des néobarbares. Il y a une incompréhension.

S'ajoute à cela un ascenseur social en panne...

Depuis plus de vingt ans. Il y a une stagnation éducative qui fait que la génération des parents angoisse et surinvestit dans l'éducation. Cette angoisse, portée par cette élite sans être formulée, se cristallise dans le refus des réformes : bétonnons ce qui existe (l'Europe telle qu'elle existe notamment), refusons de dialoguer avec ces néobarbares qui votent Le Pen, gardons le cap comme si de rien n'était. Et protégeons-nous du reste de la population.

On voit ce fossé sur le marché du travail...

Oui, entre CDD (contrat à durée déterminée) et CDI (contrat à durée indéterminée). Il est de plus en plus difficile pour les salariés qui ont commencé leur carrière professionnelle en CDD, d'accéder au CDI. Et ceux qui sont en CDI sont prêts à tout pour y rester.

Comme Christine Lagarde l'a fait récemment, vous dénoncez la puissance du lobby bancaire. Empêche-t-il toute régulation financière en profondeur ?

Une partie du gouvernement reste inféodée au secteur bancaire, fascinée par l'argent facile des marchés financiers. Et il n'y a plus de frontière aujourd'hui entre la haute finance publique et la haute finance privée. L'Inspection générale des finances fournit des bataillons pour les banques privées. Et, dans l'organigramme du gouvernement, on trouve beaucoup d'anciens salariés de banque. Toute régulation financière devient dès lors impossible. Prenons la loi bancaire. Le gouvernement a prétendu légiférer en faveur de la séparation entre banques de dépôts et banque d'affaires, pour protéger l'argent des particuliers. In fine, elle a fait le contraire.

Pour sortir de la crise, vous estimez qu'il faut changer de mode de vie ?

Oui, radicalement. Je crois à la nécessité de la transition énergétique. Il faut passer d'une économie construite sur les énergies fossiles à une économie fondée sur autre chose : le nucléaire

et/ou les énergies renouvelables. L'an dernier, un comité d'experts sur la transition énergétique, mis en place par le gouvernement et auquel j'ai participé, a fait travailler 70 chercheurs de toutes disciplines. Ils ont dressé une cartographie des douze scénarios de transition énergétique que la France peut envisager. Et des financements innovants existent, notamment sur le modèle des garanties publiques utilisées en 2008 pour sauver les banques. Le projet de loi sur la transition présenté par Ségolène Royal mercredi est, en cela, une étape très prometteuse.

Être jésuite vous donne-t-il plus de liberté de parole ?

Cela m'aide à rester libre comme économiste et comme citoyen. Si je n'étais pas jésuite, je n'interviendrais peut-être pas du tout dans le débat public. D'ailleurs, je ne l'avais jamais fait avant. Pour flinguer sa carrière universitaire, il n'y a pas mieux ! Moi, j'ai la même soupe tous les soirs, quoi que je raconte. Mais imaginez un économiste qui a des responsabilités familiales, dont la carrière dépend entièrement de ce qu'il va dire et publier, s'il se met à dos les banques françaises comme je l'ai fait en alertant les députés sur l'imposture de la loi bancaire française... D'autant plus que beaucoup d'économistes connus sont consultants dans les banques, où ils multiplient leur salaire par trois, dix ou cent. Malheureusement, c'est aussi pour cela que certains persistent à réciter le catéchisme de la pensée unique.

Recueilli par
Carine JANIN.

Repères

■ Gaël Giraud, 43 ans, économiste, membre de l'École d'économie de Paris, directeur de recherche au CNRS et prêtre jésuite.

■ Auteur d'*Illusion financière*, Édition de l'Atelier, format poche 10 €, Prix lycéen « Lire l'économie » 2013.

■ En 2013, Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif, lui a proposé une porte de conseiller économique. Qu'il a refusé « en accord » avec sa hiérarchie.



Je ne crois pas une minute que la transition écologique nous sorte du marasme économique. Aucun parti politique n'est capable d'imposer une telle mutation. Contrairement aux écolos allemands, structurés et raisonnables, les Verts français ne font que se déchirer. Ils ont même découragé Daniel Cohn-Bendit...

Gilles Perrault